



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Lettre avec AR



FINANCES PUBLIQUES

Direction générale des Finances publiques

**DINR**

SIP DES NON RESIDENTS

10 RUE DU CENTRE SAID 4 TSA 10010

93465 NOISY LE GRAND CEDEX

Téléphone : 01.57.33.83.31

DINR

SIP DES NON RESIDENTS

10 RUE DU CENTRE SAID 4 TSA 10010

93465 NOISY LE GRAND CEDEX

M

POUR NOUS JOINDRE :

Votre identifiant :

Votre correspondant :

Tél. : 0172952042

Mél : messagerie sécurisée sur

[www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr)

Réception : Du lundi au vendredi

De 9 heures à 16 heures

Noisy le Grand, le 10/11/2021

Ou sur rendez-vous

Le conciliateur fiscal:

10 RUE DU CENTRE / TSA 70025 / 93465 NOISY-

LE-GRAND CEDEX

Mél: [conciliateurfiscaldinr@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:conciliateurfiscaldinr@dgfip.finances.gouv.fr)

Poste comptable NOISY LE GRAND

Lieu d'imposition ITALIE

(ou lieu de situation des biens le cas échéant)

Impôt ou taxe IR 2018

N° de l'affaire

Date de réclamation 09/11/2021

Objet : Procédure contentieuse : Rejet de votre réclamation

Madame,

Vous m'avez adressé une réclamation concernant l'imposition désignée plus haut. Votre dossier a fait l'objet d'un examen attentif. Toutefois, votre demande est refusée pour les raisons exposées ci-après.

#### Motifs de la décision

Résumé : Par courrier du 08/12/2019 vous avez déposé une réclamation demandant l'annulation des prestations sociales sur les revenus fonciers **de l'année 2018** au motif que l'article 60 de la loi de Finances pour 2017 à vu son entrée en vigueur.

Exposé : L'article 26 de la loi n°2018-1203 du 22 décembre 2018 de financement de la sécurité sociale pour 2019 a modifié le champ d'application de la contribution sociale généralisée (CSG) et de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) sur les revenus du patrimoine et les produits de placement, en prévoyant que ces impositions ne s'appliquent pas aux personnes qui, par application du règlement (CE) n° 883/2004 du parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, relèvent en matière d'assurance maladie d'une législation soumise à ces dispositions et qui ne sont pas à la charge d'un régime obligatoire de sécurité sociale français. Vos revenus fonciers ne sont donc plus soumis à ces deux prélèvements.

Cette même loi crée un nouveau prélèvement de solidarité de 7,5%, codifié à l'article 235 ter du code général des impôts (CGI). Ce prélèvement est affecté au budget de l'État ce qui met en conformité la loi française par rapport au droit de l'Union Européenne.

Aussi, conformément à l'article 235 ter du CGI, c'est à bon droit que vous avez été imposé au titre du prélèvement de solidarité au taux de 7,5% sur vos revenus nets fonciers.

En conséquence, votre demande est rejetée.

**Si la demande est en partie rejetée pour défaut de justificatifs : Je vous invite à m'adresser une nouvelle réclamation, accompagnée des documents demandés, avant de déposer tout autre recours.**

#### Modalités de recours

À compter du jour de réception de cette lettre, vous avez **deux mois** (augmenté de deux mois pour les non résidents) pour contester cette décision devant le juge. Pour cela, il vous suffit d'envoyer une demande sur papier libre, datée et signée, au tribunal administratif de Montreuil 7 RUE CATHERINE PUIG 93 100 MONTREUIL (service du greffe), dans laquelle vous exposerez les raisons de votre désaccord.

N'oubliez pas de joindre à votre requête dûment datée et signée, l'intégralité de la présente décision et toute pièce que vous jugerez utile de communiquer au tribunal. L'ensemble de ces documents doit être adressé en double exemplaire.

Vous avez la possibilité de saisir la juridiction par voie dématérialisée via le site Télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)). Si vous choisissez de vous faire représenter par un avocat, ou si vous êtes une personne morale de droit public<sup>1</sup> ou un organisme de droit privé chargé de la gestion permanente d'un service public, la saisine par ce téléservice est obligatoire.

Vous pouvez également vous adresser au conciliateur fiscal, dont les coordonnées figurent en page précédente, pour lui faire part de toute difficulté survenue dans le traitement de votre demande. Cette démarche n'interrompt pas le délai de deux mois dont vous disposez pour saisir le juge. Toutefois, j'attire votre attention sur le fait que le conciliateur fiscal s'efforce de répondre dans un délai de 30 jours.

Je me tiens à votre disposition pour toute question sur ce courrier et vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le directeur et par délégation,

Contrôleur des Finances Publiques

<sup>1</sup>Autre qu'une commune de moins de 3 500 habitants